



enda tiers monde
bp 3370 - dakar - sénégal
tél : (221) 821 60 27 / 822 42 29
fax : (221) 822 26 95
courriel : se@enda.sn

contribution d'enda tiers monde au bilan de la décennie "éducation pour tous"

ETUDES DE CAS SUR LA DIMENSION "GENRE"

Par Yann NACHTMAN, Enda-Siège

La décennie 1990-2000 a permis à Enda tiers monde de développer ses activités en partenariats avec les femmes du Sud. Plusieurs expériences menées dans les années 80 (caisse d'épargne et de crédit, lutte contre l'excision, appui aux groupements féminins, etc...) ont pris une réelle ampleur durant la dernière décennie. Même si la dimension "genre" ne fait pas toujours l'objet de programmes spécifiques, elle est intégrée aux différentes activités mises en oeuvre.

1. le contexte de politique générale est-il favorable à des programmes assurant la lutte contre les disparités entre les sexes dans l'éducation de base ?

Les entités d'Enda tiers-monde intervenant dans des pays différents, les contextes de politique générale ne sont pas identiques. On peut cependant constater que durant les années 90, et plus particulièrement depuis la conférence de Beijing, la "dimension genre" est davantage prise en compte par les politiques générales. Même si les résultats ne suivent pas immédiatement, des efforts sont faits.

Au Sénégal par exemple, les disparités filles/garçons dans le système formel (et plus particulièrement pour l'école élémentaire), font l'objet d'un programme national spécifique intitulé "scofi" (scolarisation des jeunes filles). On peut noter également que la dimension "genre" est devenue pour les autorités sénégalaises et les organisations travaillant dans ce pays une préoccupation constante. Cela s'est traduit concrètement par des changements législatifs protégeant davantage les femmes (loi contre l'excision, les abus sexuels, etc..), et par la mise en oeuvre de programmes d'appui diversifiés. Malgré ces efforts, le taux de scolarisation des fillettes reste bas et ne semble évoluer que très lentement.

	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96
population scolarisable	1 299 228	1 360 975	1 421 357	1 474 863	1 535 332
effectifs scolarisés	725 496	738 560	773 386	805 437	875 661
taux brut global	55,8%	54,3%	54,4%	54,6%	57,0%
garçons scolarisables	646 405	677 126	709 310	733 788	763 874
garçons scolarisés	418 143	424 540	444 305	460 019	491 248
taux brut de garçons scolarisés	64,7%	62,7%	62,8%	62,7%	64,3%
filles scolarisables	652 823	683 849	716 352	741 074	771 458
filles scolarisées	307 353	314 020	329 081	345 418	3844 413
taux brut de filles scolarisées	47,1%	45,9%	46,1%	46,6%	49,8%

évolution du taux brut de scolarisation¹

NB : La principale limite de ces données est de ne pas prendre en compte les quatre dernières années, période où la scofi a été mise en oeuvre. Le tableau permet cependant d'observer les disparités garçons-filles et d'évaluer le chemin à parcourir pour une scolarisation à plus de 75% des filles.

2. dimension "égalité des sexes" des politiques des ONG et éducation de base : évolution ou stagnation ?

2.1 évolution d'enda tiers monde

Le contexte de politique générale a sensiblement évolué durant les années 90. La conférence de Beijing a été une étape importante de cette évolution. Enda tiers-monde a pu participer :

- à sa préparation (participation aux conférences régionales et aux sessions préparatoires, organisation d'ateliers, édition et diffusion de documents) ;
- à son déroulement (avec facilitation de la participation d'organisations africaines et latino-américaines, tenue de quatre ateliers de réflexion, édition d'un texte de position, participation à l'élaboration des déclarations africaines et globales des ONG, publication d'un quotidien "vivre autrement" édité en français, portugais et arabe, mise en ligne électronique de l'information produite) ;
- au suivi de cette conférence (atelier "stratégies et priorités d'action après Beijing", formation à la communication électronique, publication d'un numéro de la revue "environnement africain" sur les questions de genre en Afrique).

Cette participation a permis d'évaluer les activités et les positions de l'Organisation dans ce domaine. Un extrait du "position paper" donne un aperçu de la politique

¹État de l'Éducation de Base au Sénégal : indicateurs 1996

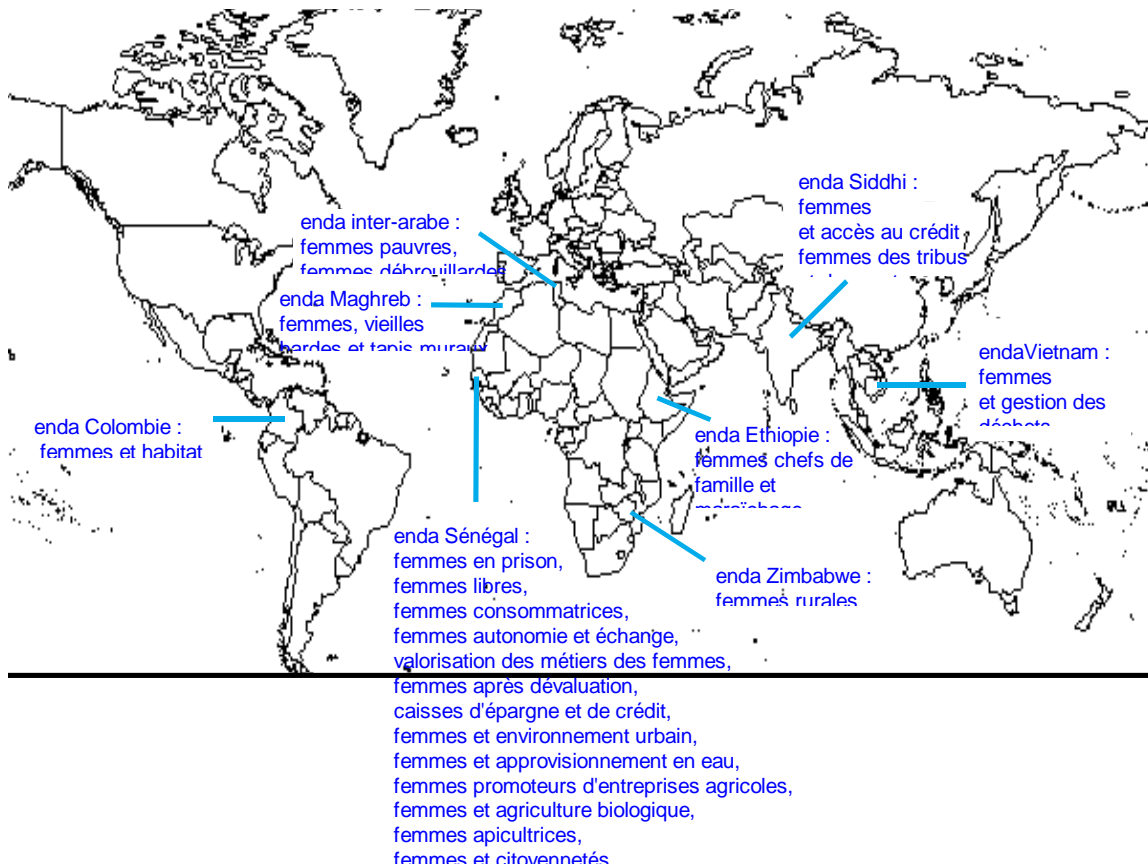
défendue par Enda tiers-monde : "... Les inégalités et injustices de toutes sortes, qui frappent les femmes - et bien d'autres catégories du monde - ne se résoudreont pas par la simple réaffirmation de principes, ni par l'imposition, de l'extérieur, de "nouvelles règles", ou par des ruptures volontaristes. Un renversement des rapports de force suffirait alors à la remettre en question.

C'est au jour le jour, dans les situations les plus courantes de la vie, par la réflexion collective et la communication - directe et médiatisée - entre les personnes, que la situation pourra progresser vers plus d'égalité et de justice. Dans ce processus, tout le monde a sa part et son rôle à jouer : les individus, hommes et femmes, les pouvoirs publics, les gouvernements, les associations. Avec la participation de chacun(e), dans le respect des autres, par la communication et l'engagement personnel et collectif, les idées nouvelles pourront émerger, et se construira une société solidaire..."

Cette position s'est traduite par un engagement et des séries d'activités dont le résultat est que partout, dans les activités d'enda, fillettes et femmes sont présentes, plus "visibles" qu'au début des années 90 - dans leur situation économique, sociale, etc -, actives dans les changements collectifs et individuels, et comme composante essentielle des mouvements associatifs.

Même si la composante "femme" ne fait pas toujours l'objet de programmes spécifiques, on peut les retrouver dans une diversité de programmes et de réseaux comprenant : l'épargne et le crédit, la production locale, les organisations et associations, l'éducation, la formation, la recherche, la santé, la nutrition, l'accès aux moyens de communication, ...

En ce qui concerne le partenariat qui existe entre enda et les femmes du Sud, il peut se lire d'après le tableau ci-après, et suivant les entités concernées :



la dimension féminine dans les différentes entités d'enda²

Parce qu'elles sont frappées de plein fouet par la crise du modèle actuel, dont la féminisation de la pauvreté est une des manifestations les plus évidentes ; parce qu'elles sont en première ligne dans la lutte contre cette pauvreté et qu'on les retrouve à l'origine de multiples initiatives sur le terrain et dans le plaidoyer à tous les niveaux pour sortir de la crise, les femmes occupent une place déterminante dans ce qui se fait à Enda.

En voici quelques exemples en 1998 :

- **appui aux initiatives et activités féminines en milieu urbain**
- atelier Nakasha, un projet de production d'alphabétisation, de crédit et d'accès à la santé des tisseuses artisanales au Maroc.
- appui à la création de micro entreprises féminines en Tunisie.
- appui aux femmes chefs de ménage à Addis Abeba : maraîchage, micro entreprises, 210 femmes en 1998.
- réseau des caisses d'épargne et de crédit au Sénégal : 20 000 femmes bénéficiaires.

²tiré du n°1 du bulletin "ensemble".

- coopérative d'habitat des femmes de Grand Yoff, 700 membres, 1ère tranche de 70 logements.
- défense des droits des petites bonnes en Afrique de l'Ouest.
- programme de promotion des céréales locales en milieu urbain, Dakar.
- appui à la promotion des groupements féminins : subventions aux femmes de trois associations de Yeumbeul dans la banlieue de l'agglomération dakaroise.

- **appui aux productrices rurales**

- programme "femmes et technologies alimentaires" au Zimbabwe.
- projet "coton organique" de Kousanar touchant 69 villages du Sénégal oriental : 22 % des 521 producteurs impliqués sont des femmes.
- programme agrobiologique dans la zone des Niayes, Sénégal : 60 % des 150 personnes directement intéressées sont des femmes.
- programme d'appui aux femmes commerçantes de fruits et légumes de Pout, Sénégal.

- **accès aux services, à l'éducation et actions dans le secteur Santé**

- projet d'appui aux responsables féminines des jardins d'enfants communautaires à Bogota.
- programme de santé reproductive et survie de l'enfant au Mali.
- programme de prévention du Sida destiné à différents groupes de femmes en Afrique de l'Ouest.
- appui socio éducatif et alphabétisation des fillettes à Dakar : 1813 fillettes en 98.
- programme d'éducation à la santé, à l'hygiène et à la nutrition pour les femmes enceintes et allaitantes des quartiers pauvres de Dakar.

- **recherche, communication et influence internationale**

- recherche sur les femmes chefs de foyer en Colombie.
- recherche-Action femmes-villes-environnement dans le quartier Santhiaba (Dakar).
- programme "genre et développement" : visualisation du travail des femmes dans les programmes et projets, République Dominicaine
- programme "communication pour les femmes", appui à la participation des femmes africaines aux campagnes de solidarité électroniques et service électronique d'information "Femmes - Afrique - Info".

2.2 processus, structures et mécanismes d'intégration des femmes dans les programmes d'éducation de base

D'une manière générale, l'intégration des femmes dans les programmes d'éducation de base répond à une demande réelle et exprimée des partenaires à la base. Il n'y a pas a priori de processus et de mécanismes pré-définis. Suivant le groupe ou la personne et le besoin exprimé, une solution est trouvée avec une structure formelle ou non formelle partenaire d'Enda tiers-monde (école, formation de coin de rue, atelier de formation, etc...).

Suivent deux exemples :

◆ **l'intégration des femmes à l'éducation environnementale en milieu rural (Sénégal)**

L'éducation environnementale dispensée dans les écoles et les villages découle d'une lecture collégiale du milieu d'abord afin d'identifier en commun les problèmes locaux, dégager les besoins en formation et d'élaborer en conséquence un programme éducatif.

Dans des cas, ces programmes sont spécifiquement réservés aux femmes. Le projet introduit un volet d'allègement des travaux des femmes pour dégager un temps libre qui sera occupé par l'éducation de base : octroi de moulins, fonçage de puits équipés à proximité des concessions, construction de foyers améliorés réduisant le temps consacré à la recherche de bois de chauffe.

Cette préoccupation étant prise en compte dès la conception et l'élaboration des programmes de formation ou d'activités, il est mis en place des instruments de suivi et d'évaluation.

◆ **la dimension "genre" à l'Ecopole ouest-africaine**

Les différentes activités mises en oeuvre intègrent toutes la dimension "genre". Même s'il n'existe pas de code de conduite formel, cette dimension est omni-présente. Elle se traduit par :

- une parité garçons-filles dans les activités d'éducation mises en oeuvre (les sept ateliers de formation de l'Ecopole ouest africaine regroupent par exemple 82 enfants dont 39 filles) – certaines activités comme le "judo citoyen" sont destinées en priorité aux filles ;
- une participation à la scolarisation des fillettes issues des quartiers défavorisés,
- des outils didactiques réalisés respectant toujours la parité homme-femme (la bande dessinée **Farafina express** en est l'exemple : les héroïnes y ont une place essentielle), certains outils sont destinés directement au public féminin (éducation reproductive, bande dessinée sur l'excision), ou traitent de la dimension "genre".
- le développement de partenariats avec les groupes féminins – petites bonnes, lavandières, gargotières – des quartiers populaires et des bidonvilles (appui en matière d'éducation, de santé, de protection sociale, d'économie, etc...),
- la formation des jeunes filles à des métiers reconnus socialement "masculins" (techniques de recyclage à partir des métaux, du bois, etc) et réciproquement pour les garçons.

Tous ces éléments ne font pas l'objet d'évaluation spécifique. La "dimension genre" est intégrée comme un fait incontournable, une sorte de réflexe, qu'il reste à développer.

3. contribution à l'égalité entre les sexes et à la mise en valeur du potentiel des femmes

Plusieurs exemples permettent d'apprécier la contribution des entités d'Enda tiers-monde à l'égalité entre les sexes et à la mise en valeur du potentiel féminin.

◆ **les femmes valorisées par les programmes d'éducation environnementale**

L'éducation environnementale de jeunes filles et jeunes femmes nomades à l'échelle de la concession se réalise sous forme d'atelier mobile qui regroupe sous la responsabilité morale, pédagogique et technique de l'animateur-formateur, 5 à 15 jeunes filles et garçons.

Cet atelier, comme la cellule d'éducation environnementale regroupant plusieurs ateliers à l'échelle du village, sont des instances d'échange, de concertation, de prise de décision, de planification et de coordination. Chacun s'y exprime librement. Dans le respect de la culture locale, et sans fondamentalement bouleverser la hiérarchie traditionnelle, ces ateliers sont très appréciés en ce sens qu'ils offrent la possibilité à chacun de se valoriser, mais aussi et surtout parce qu'ils s'adaptent au mode de vie nomade.

Ainsi les femmes participent, au même titre que les hommes, à la mise en oeuvre, l'animation et la coordination des différents programmes d'éducation environnementale (qu'ils soient ruraux ou urbains).

L'éducation environnementale dans les écoles urbaines (ville de Thiès) a permis de développer un partenariat avec les femmes vendeuses de produits alimentaires devant les écoles. La lecture de l'environnement (menée par les enseignants et leurs élèves) et exagérée par le théâtre environnemental, a servi de base à cette collaboration et a amené les femmes à percevoir les risques qu'elles font courir aux enfants. Celles-ci sont regroupées en groupements et cellules féminines d'éducation environnementale et reçoivent des formations spécifiques : gestion de caisse de crédit, conservation des fruits et légumes, aviculture, maraîchage, recyclage de sachets plastiques.

◆ **l'accompagnement social des femmes et filles issues de l'exode rural**

Ce programme a pour buts de **lutter contre l'ignorance et l'analphabétisme** chez les femmes et les filles issues de l'exode rural, habitant le quartier de Wakhinane Colobane à Dakar, et de **renforcer leurs capacités organisationnelles**.

Les activités en direction des jeunes filles sont les suivantes :

- 96 séances d'E.P.S./I.E.C.³ pendant 2 ans avec les 873 femmes et filles issues de l'exode rural, habitant Wakhinane Colobane ;
- séances d'information et de sensibilisation sur les droits et devoirs tels que définis par le Code du Travail ;

³Education Pour la Santé / Information, Education, Communication.

- formation en tenue de comptabilité simplifiée pour les activités génératrices de revenus des femmes et filles issues de l'exode rural ;
- ateliers de formation pratique dans les domaines suivants : teinture et batik ; couture ; art culinaire ; entretien de la maison.
- adhésion des différents G.I.E. et associations de femmes à des groupements ou mutuelles d'épargne et de crédit.

Elles prennent les formes suivantes : causeries ; jeux d'intégration ; exposés suivis de débats ; projections de films suivies de débats ; cours d'alphabétisation fonctionnelle ; initiation à la lecture et à l'écriture en langue française ; cours d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme ; orientation, médiation et facilitation auprès de structures de planification familiale.

En direction des femmes, les activités développées sont :

- des causeries sur la tuberculose et la planification familiale (235 personnes touchées) ;
- des projections de films sur l'eau et l'hygiène (160 personnes touchées) ;
- des causeries sur le péril fécal et la santé des enfants (180 personnes touchées).

Au total, **1813 fillettes, adolescentes et femmes** ont participé aux activités socio-éducatives. Ce programme est en train d'être étendu à 4 autres quartiers populaires et fait déjà l'objet de partenariat avec le planning familial, l'éducation pour la santé et l'association sénégalaise pour le bien-être familial (ASBEF).

◆ le "judo citoyen"

Le "judo citoyen" est un exemple de prévention de la violence. Jusqu'en 1999, les **Journées aérées** ont permis de former plus de **38 000 enfants et jeunes** (en priorité des filles) aux sports de self-défense. L'objectif est d'amener les enfants et les jeunes (les fillettes en particulier) à mieux maîtriser leur corps et à préserver leur intégrité physique. L'activité "**judo citoyen**" permet également, à partir des principes des sports d'auto-défense, de former les enfants et les jeunes à la citoyenneté.

SIDO, AW YARIN LA SIDO, AY MAANAAM, LI CI JIITU MOOY :		AVEC LE JUDO, UN CODE MORAL LE JUDO C'EST AVANT TOUT	
YAR:	mooy nga jox cér nit ni	LA POLITESSE :	c'est le respect d'autrui
NJAMBAAR:	mooy ngay def njub	LE COURAGE :	c'est faire ce qui est juste
DEGGU:	mooy li ngay wax bana worook li ngay xelaat	LA SINCÉRITÉ :	c'est s'exprimer sans déguiser sa pensée
JOM :	mooy loo digé def ko	L'HONNEUR :	c'est être fidèle à la parole donnée
WOYOF :	mooy booy wax ci sa bopp, nga bana yëkti sa bopp	LA MODESTIE :	c'est parler de soi-même sans orgueil
WEGEL:	su wegante amul, ken du woolu ken	LE RESPECT :	sans respect, la confiance ne peut naître
NOT SA BAKKAN:	mooy boo meree, nga fexe ba tiyé sa lammin	LE CONTROLE	c'est savoir se taire lorsque de soi : monte la colère
XARITOO:	moo gënë sell ci yëg-yëg-i xol yi ci doomu Aadama	L'AMITIÉ:	c'est le plus pur des sentiments de l'être humain
JIKKO YU RAFET YOOYU, SU NU LEEN BOOLANTEE, MOOY SIDO Yasent FAY		LE JUDO C'EST LE BOUQUET DE CES FLEURS Hyacinthe Benoit FAYE	
Sentiir nuwaar, turwaasém dan, Janglekat-u sido		Ceinture Noire, 3e dan, Entraîneur de judo	

◆ **l'inscription des fillettes à l'école élémentaire**

L'école officielle est confrontée à quelques difficultés majeures, telles que la faiblesse des taux de scolarisation, l'inégal accès à l'école des filles. Aussi enda a-t-il, d'abord discuté cet aspect avec les enfants et les jeunes, puis chargé les "compagnons" des Journées aérées de transposer le problème aux associations de quartier et aux directeurs d'école.

On enregistrait en 1995 un déficit d'environ 2 000 filles pour l'agglomération dakaroise, essentiellement dans les quartiers populaires. Cette information, inégalement reprise par la presse, a conduit à une opération spécifique, réalisée avec les "compagnons" des Journées aérées, pour inscrire 1 000 fillettes à l'école, en classe de CI, de septembre à mi-novembre 95, mouvement qui s'est poursuivi en 1996.

◆ **les femmes francophones échangent sur le net**

L'équipe synfev⁴ s'attache à aborder le développement du point de vue des femmes, et à prendre en compte **l'analyse de genre** dans les actions de développement.

Durant la conférence de Beijing, synfev a fait partie de l'équipe qui a offert des services de formation, d'information et d'assistance technique pour les utilisateurs d'internet durant la conférence.

Ce travail a permis de constater que l'Afrique est défavorisée par rapport à ce mode de communication, que la majorité des informations est donnée en anglais, et qu'ainsi les

⁴ synfev : Synergie Genre et Développement

femmes africaines francophones sont défavorisées en matière de communication électronique.

C'est à partir de ce constat qu'il a été décidé d'organiser, à la fin du mois de février 1996, avec l'appui de World Association for Christian Communication, un **atelier de formation au courrier électronique**. Ce fut l'occasion de rassembler 18 participantes en provenance de 15 pays d'Afrique francophone (Maghreb, Afrique de l'Ouest et du Centre) pour leur procurer une formation technique (configuration des programmes, envoi et réception de messages, conférences électroniques) et, grâce à un appui complémentaire du programme PADIS (Pan African Development Information Systems - Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique), les doter de modems, pour pouvoir utiliser immédiatement leur nouvelle compétence.

En fin de formation, les participantes ont souhaité que les liens entre groupes de femmes connectés au courrier électronique subsistent et se développent, sur un modèle interactif et non hiérarchique. Elles ont confié à enda synfev la mission d'animer, de dynamiser la démarche, de servir de relais à l'assistance technique, et d'étendre le réseau, avec pour thème principal : "**droits et santé pour les femmes d'Afrique francophone**".

◆ **programme d'appui à tous les programmes caraïbéens pour y inclure les problèmes de genre (enda Caraïbes)**

Le programme "genre et développement" est un programme transversal pour appuyer le travail de l'institution sur le thème du genre et du développement. Il se donne pour objectif d'organiser l'équipe d'enda-caraïbes afin qu'elle puisse identifier le travail des femmes dans les programmes et les projets. Dans le même temps, le programme se charge d'activités ponctuelles portant sur le Genre avec des groupes de base.

Il s'appuie sur six autres programmes, travaille avec quinze groupements populaires ou associatifs, sept ONG et bénéficie, approximativement, à quinze mille (15 000) familles.

◆ **un exemple d'appui aux initiatives des femmes : les caisses d'épargne et de crédit de Grand Yoff**

Les caisses d'épargnes et de crédit de Grand Yoff sont un exemple de "solidarité au féminin".

La précarité des conditions de vie urbaine a obligé les femmes à s'impliquer davantage dans la prise en charge des besoins des ménages - 16 % des ménages sont aujourd'hui dirigés par des femmes.

En 1987, 103 femmes ont envisagé une organisation d'épargne et de crédit sous forme de caisse. **Dix ans après, elles sont, à Dakar, 14.000.**

L'évolution du capital des caisses d'épargne et de crédit est significative: **capital de départ de 3 950 000 cfa, 100 millions en 1996, 400 millions aujourd'hui.**

La vocation de la caisse est de :

- mettre en place un système mutualiste de crédit géré par les femmes et destiné au financement de projets à but économique,
- mobiliser des fonds placés dans les tontines et les différents systèmes d'épargne populaire en assurant une meilleure articulation entre eux.

Ce système de solidarité entre femmes a eu de nombreux prolongements tels que la mise sur pied d'un réseau, la création d'unités de production à partir des céréales locales et d'un service traiteur, la mise en place de mutuelles de santé...

Lors d'échanges avec des ONG européennes en 1998, Ndella Dieng, membre des caisses d'épargne et de crédit, les présentait ainsi : "la force des caisses dépend des relations que les femmes développent en dehors des questions d'argent. Bien sûr, elles viennent déposer de l'argent au guichet ou en emprunter. Mais les guichets ou les caisses sont avant tout des lieux d'échange entre les femmes. **Ce sont des lieux de réflexion et de créativité.**"⁵

◆ les femmes, relais d'un autre développement

Un programme intitulé "**santé, hygiène, nutrition, femmes/environnement**", auquel participent les équipes Rup, Graf et Santé, concerne cinq postes de santé qui couvrent presque toute la ville de Rufisque. Enda y intervient en tant que structure facilitatrice et d'accompagnement méthodologique d'un processus dont l'objectif est de **changer les comportements et habitudes sanitaires et alimentaires**. Les savoir-faire traditionnels ont été pris en compte pour les besoins de la formation des femmes-relais. Ces dernières ont pour rôle de sensibiliser à l'échelle de la ville, les femmes enceintes ou en train d'allaiter.

Dans leurs interventions au sein des quartiers et des concessions, les relayeuses animent des causeries thématiques et procèdent à des démonstrations culinaires. L'objectif premier est de valoriser les denrées locales et de promouvoir le consommateur sénégalais auprès des femmes enceintes ou allaitantes.

Enfin pour allier cette activité éducative à la santé et motiver les relayeuses qui l'exercent, les femmes se sont constituées en un groupement "**GIE des Mères**", sorte de micro-entreprise, grâce à laquelle, elles vont pouvoir s'entraider et recevoir d'éventuels appuis extérieurs; pour se lancer parallèlement dans des activités économiques - dans le contexte de la nutrition, de l'hygiène et de la santé⁶.

⁵ in RENAPOPOP, Réseau des Caisses d'Epargne et de Crédit des Femmes de Dakar, Commission Européenne, - **les dynamiques populaires, base de nouveaux rapports entre populations et développeurs** - Dakar : enda graf Sahel, juillet 1996, 44 p.

⁶Il s'agit de l'un des volets de la coopération Nantes-Rufisque.

◆ participer à la lutte contre l'excision

En organisant un séminaire sous-régional sur l'excision en janvier 1996, enda (par ses entités Acas - Action en Casamance - et synfev), ne faisait que prolonger le travail entrepris sur ce thème depuis 1990⁷. L'objectif de ce séminaire était de dégager une **stratégie ouest-africaine de lutte contre l'excision** engageant Etats, ONG et associations.

Avec une participation de militant(e)s, d'ONG et d'associations, et de décideurs -dont la ministre bissau-guinéenne de la Santé et de la Condition féminine- venus de toute l'Afrique de l'Ouest, cette rencontre a été le point de départ pour une action concertée entre le Sénégal et les pays limitrophes.

Les expériences de pointe en cours dans certains pays - notamment au Burkina Faso avec la constitution de partie civile autorisée par le Comité de Lutte contre l'excision et la création d'une ligne téléphonique "SOS excision"- ont donné des idées concrètes aux autres participants. Les débats ont porté sur la **position de l'Islam par rapport à l'excision** et sur le **rôle que pourraient jouer les exciseuses dans la lutte contre l'excision**. Ils ont largement été relayés par les médias nationaux et internationaux. La radio nationale a par exemple, consacré une heure d'émission en direct de Ziguinchor sur l'excision.

Cette rencontre a été suivie par :

- la participation de enda à un **séminaire villageois sur l'excision** en juin 1996 dans la région de Kolda - communications de enda-synfev "qui excise au Sénégal", "aspects juridiques et légaux de l'excision au Sénégal et dans le monde" ; et à un **atelier sous-régional "solidarité contre la pratique de l'excision"**, en janvier 1997 à Ouagadougou;
- par la naissance d'un **conseil sous-régional de lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes à la santé de la femme et de l'enfant** (Guinée Bissau, juillet 1997);
- des **actions de sensibilisation** telles que concert populaire contre l'excision organisé par enda Acas qui a mobilisé le 28 novembre 1997 à Ziguinchor de nombreux artistes du théâtre et de la chanson et l'édition d'une bande dessinée en 1999.

◆ une "maison amie" pour femmes, chefs de famille à Medellin (Colombie)

Installée dans le quartier populaire "Las independencias" de Medellin, la "maison amie" est un **centre d'écoute**. Créé par Enda Medellin, rattaché à Enda Amérique latine, il offre un accueil à la population croissante de "femmes, chefs de famille" et de leurs enfants, élevés sans la présence du père. La maison est gérée par des membres de

⁷organisation de séminaires communautaires en 1992 et 1994, avec des exciseuses sénégalaises et bissau-guinéennes, publication d'un ouvrage en 1990 "excision au Sénégal. informer pour agir", Dakar, enda, série études et recherches n°137, novembre 1990, 125 p.)

l'association des femmes chefs de famille, qui proposent différentes activités aux femmes qu'elles accueillent : à côté de travaux manuels fondés sur les habiletés personnelles (couture, artisanat, peinture), des moments de rencontre, d'échange et de détente visent à transmettre les réflexions et apprentissages en écoute communautaire, développement humain et droits des femmes. Une psychologue est chargée de préparer les sessions de formation, d'écrire leurs mémoires et de proposer un service d'orientation.

Débutée en 1997, l'activité s'est poursuivie en 1998; le volet économique ayant pris de l'ampleur, les membres de l'association se sont organisées en trois comités: les "orientatrices", les "entrepreneuses", - qui sont chargées d'un fonds d'épargne et de crédit - et le "comité des fêtes" - qui organise des animations.

La plupart des femmes chefs de famille du quartier sont passées par "la maison amie". Elle a permis d'améliorer substantiellement leur formation de base, leur vie familiale, personnelle, leurs relations de voisinage et leur estime de soi.

IV. leçons tirées des obstacles rencontrés

Au Sénégal, l'intégration de la dimension "genre" dans les activités éducatives ne pose pas de problème particulier. Même si économiquement et socialement, les femmes restent marginalisées (ce qui n'est pas forcément le cas dans les systèmes de type traditionnel où elles ont des fonctions précises et déterminantes), la mise en oeuvre d'activités les valorisant est acceptée et même défendue par une grande majorité.

Une des rares difficultés rencontrées est l'obtention des bulletins de naissance nécessaires aux fillettes pour leur inscription à l'école élémentaire. La majeure partie des enfants n'en disposait pas. Des **attestations provisoires de "recherche de bulletin de naissance"** ont été délivrées par enda, et souvent acceptées par les directeurs ou inspecteurs. D'autre part, la réduction des activités de formation à la citoyenneté "sig-jou" en 1997 a eu des répercussions directes sur cette activité essentielle. Un des objectifs pour 1999 est de réactiver et d'étendre les campagnes d'inscription des fillettes.

Une autre difficulté est liée à l'évaluation de cette composante spécifique. La dimension "genre" étant intégrée de fait, la vigilance tend à se relâcher. Un suivi systématique de cet aspect est nécessaire pour une évaluation précise et l'adaptation des activités. Les transformations sociales profondes nécessitent des efforts soutenus et une évaluation continue.

En milieu nomade, pour la mise en oeuvre des programmes d'éducation environnementale, c'est la gestion du temps d'éducation qui a posé le plus de problèmes. Tout temps libre est exploité d'autant que les garçons comme les filles n'ont

pas toujours les mêmes horaires de travail. En effet, les garçons suivent le troupeau pendant les filles et femmes vendent les produits laitiers.

V. perspective d'avenir

Malgré de nettes avancées dans ce domaine au Sénégal, l'essentiel reste à faire. La priorité demeure la scolarisation des filles et le suivi de cette scolarisation. Bien entendu, l'inscription des fillettes est une simple étape vers l'objectif à atteindre. Il s'agit également de penser le suivi de leur scolarisation et leur intégration dans la vie active. Cela peut passer par exemple par une adaptation du système éducatif (méthodes, contenus, programmes, débouchés) prenant davantage en compte les aspirations féminines.

Parrallèlement, de nombreuses femmes de tout âge sont actuellement en marge du système éducatif, soit parce qu'elles n'ont jamais été scolarisées, soit parce qu'elles ont vite quitté les "bancs" pour une raison ou une autre (pas toujours du fait de leurs résultats scolaires). Comment prendre en charge les besoins d'éducation et de formation de ces femmes ? Comment intégrer ou réintégrer au système formel, celles qui le peuvent ?

C'est dans ce sens que l'Ecopole ouest-africaine agit depuis sa création. L'intégration (ou la réintégration) dans le système formel est possible. Le système formel s'ouvre petit à petit au non formel. Là se trouve l'avantage de tous et de toutes.

Au niveau sous-régional et continental, les femmes africaines s'organisent pour participer à l'évaluation de la plate-forme d'action de Beijing, grâce à la communication électronique.

En 1999 et 2000, la communauté internationale évaluera, cinq ans après, les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des résolutions et engagements pris lors de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, et durant la Conférence régionale africaine qui l'a précédée. Les organisations civiles de femmes en Afrique entendent jouer un rôle actif dans ce processus. En coordination avec les femmes des autres régions du monde, elles sont en train de développer la mise sur pied de groupes virtuels de discussion sur les douze thèmes prioritaires d'action identifiés à Beijing, et des sites web régionaux interconnectés pour les ONG de femmes. Enda Synfev (Synergie Genre et Développement), en coordination avec les autres facilités développées en Afrique et dans le monde, a mis en place un service électronique d'information, un bulletin électronique de liaison et un site web, opérant en français, au bénéfice premier des femmes d'Afrique francophone.

ANNEXE

Projets / programmes d'éducation et de formation classés par entités opératrices

Formation pratique des jeunes défavorisés de Dakar aux petits métiers, à la solidarité et à la citoyenneté - **Ecopole**

Utilisation et appropriation des technologies de l'information et de la communication par les organisations populaires au Sénégal (cyberpop) - **Ecopole**

Contre la pauvreté : aménagement de quartiers populaires de Dakar et encadrement socio-éducatif de jeunes filles défavorisées - **Ecopole**

Bande dessinée "farafina express" - **Ecopole**

Programme "communication pour les femmes" - **Synfev**

Programme régional de formation et d'appui aux associations locales et initiatives en milieu Ouest Africain - (PREFAL) - **Ecopop**

Programme d'appui au développement social urbain (PDSU) - **Ecopop**

Programme d'Appui à la Promotion des Groupements Féminins - **Ecopop**

Projet de Développement Social des Quartiers de Yeumbeul et Malika - (Projet DSQ) - **Ecopop**

Recherche-action prospective, ville-genre-environnement à Pikine, cas de Santhiaba (thiaroye-sur-mer) - **PPU**

Santé, hygiène, nutrition, femmes / environnement - **RUP**

Soutien aux EJT - **Jeuda**

Appui aux enfants en difficulté - **Jeuda**

Capexcom (communication par la base, au plan local et international) - **Jeuda**

Programme Africain de Formation - **Jeuda**

Appui à la formulation des politiques de l'enfance - **Jeuda**

Programme de la zone 1 - **ACAS**

Programme de la zone 2 - **ACAS**

Programme de la zone 3 - **ACAS**

Réunions, séminaires, formations - **Madesahel**

Construction de salles de classes dans la région de Diourbel - **Syspro I**

Construction de centres de formation - **Syspro I**

Accompagnement des jeunes en situations difficile - **GRAF**

Création d'Activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes - **GRAF**

Sensibilisation des enfants au SIDA et à l'éducation environnementale - **GRAF**

Programme d'appui à la communication pour un changement de comportement face au Sida en milieu routier et pêcheur - **GRAF**

Programme d'appui à la réinsertion socio-économique des personnes handicapées - **GRAF**

Programme sous-régional d'appui à la formation et à la valorisation de l'expertise paysanne - **GRAF**

Programme multidimensionnel de lutte contre le SIDA - **Santé**

Programme de nutrition - **Santé**

Vulgarisation des Plantes Médicinales et Promotion de la Médecine Traditionnelle - **Santé**

Programme régional d'appui à la formation et à la valorisation de l'expertise paysanne - **Bénin**

Appui aux femmes et jeunes démunis - **Ethiopie**

Appui à la création de micro entreprises par les femmes (crédit / formation / encadrement) - **Inter arabe**

Espace 21 : espace ouvert pour les jeunes et les femmes en milieu urbain - **Inter arabe**

Appui à l'action environnementale à Essaouira - **Maghreb**

Assainissement liquide et solide intégré dans le bidonville de Karyan El Oued (Salé) - Programme

Education alternative et alphabétisation - **Mali**

Programme éducation - **Océan indien**

Femmes dans l'agriculture et les technologies du cycle alimentaire - **Zimbabwe**

Education environnementale pour les enfants et prise en compte dans les programmes éducatifs - **Siddhi bombay***

Projet d'environnement communautaire à Ho Chi Minh Ville (PRECEUP) - **Vietnam**

Groupe des jeunes d'entraide aux métiers - **Vietnam**

Programme de formation des recycleurs - **Amérique latine**

La gestion ambiental comunitaria - **Amérique latine**

Gestion de l'environnement urbain à Bogota (PRECEUP) - **Amérique latine**

La maison-amie, centre d'écoute et d'appui aux femmes chefs de famille - **Amérique latine**

Programme prévention de la marginalité des enfants et adolescents de et dans la rue - **Bolivie***

Education alternative a Maré - **Brésil**

TRAMIL (Projet de recherche appliquée sur la médecine traditionnelle) - **Caraïbes**

Programme genre et développement (PROGENERO) - **Caraïbes**

PROCAPE : éducation au développement - thème : enfants et jeunes protagonistes sociaux - **Délégation**

LE MUR DES COMMUNAUTES : éducation au développement - thème : sida et développement communautaire - **Délégation**